



Rencontres Bayonnaises des Départements participatifs

**2 et 3
juin 2022**

Synthèse des échanges



Avant-propos

Ces rencontres des “Départements participatifs” ont été accueillies par le **conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques**.

Nous y avons été reçu.e.s par Monsieur **Joseba Erremundeguy**, Délégué aux innovations citoyennes, à la prévention et à la politique de la Ville, par Monsieur **Eric Moratille**, Directeur Général des Services, par Madame **Charlotte Mauré**, Chargée de mission Participation citoyenne et Madame **Lucie Adgassies**, chargée de projet Budget participatif.

Présent.e.s :

→ **Le Conseil Départemental de la Haute-Garonne**

Emmanuelle Guillard, Cheffe de projet Démocratie Participative, Guillaume Carayre, Chef de projet Démocratie Participative et Lise Toutant Stagiaire

→ **Le Conseil Départemental des Landes**

Tiphaine Chatton Responsable du service Démocratie participative et Innovation

→ **Le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis**

Lisa Sintomer Chargée de projets budget participatif et engagement citoyen

→ **Le Conseil Départemental de la Corrèze**

Michèle Gary Paillassou Directrice de la Transformation Numérique & Innovation, Floriane Lemoine et Marine Dal Bello Chargées de mission

→ **Le Conseil Départemental du Lot-et-Garonne**

Dany Dutey - Cheffe du service Démocratie Participative

→ **Le Conseil Départemental de la Gironde**

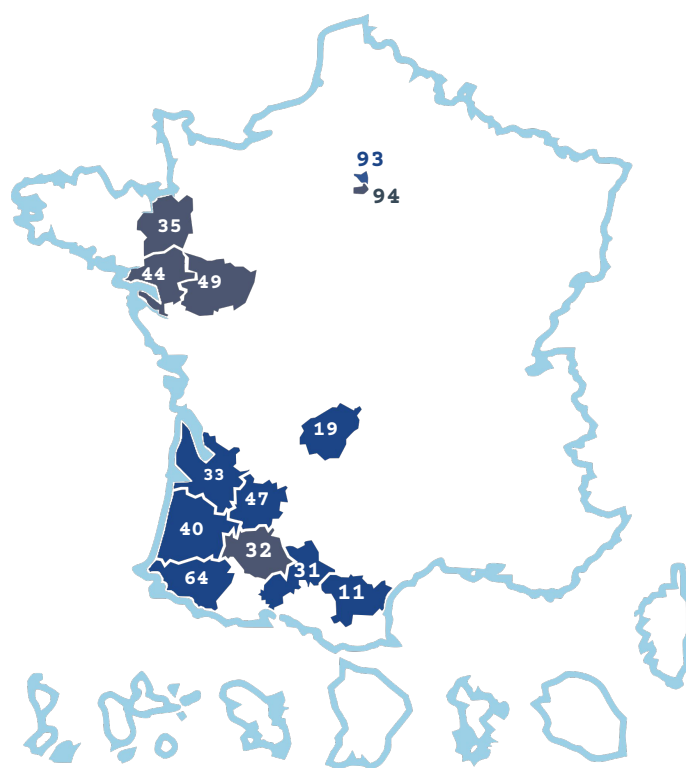
Julie Blanquet - Chargée de mission Démocratie Participative - Résilience & Innovation territoriales et Oihana Larre, stagiaire

→ **Le Conseil Départemental de l'Aude**

Cathy Camboulives, Directrice de projet Citoyenneté et démocratie participative et Maeva Saboureau Chargée de mission démocratie participative

Excusé.e.s

- **Le Conseil Départemental du Maine-et-loire**
- **Le Conseil Départemental de la Meuse**
- **Le Conseil Départemental du Gers**
- **Le Conseil Départemental du Val-de-Marne**
- **Le Conseil Départemental de Loire-Atlantique**, Virginie Henrique présente pour l'atelier “actu des départements”



Sommaire

01

Les départements participatifs ?

Présentation du réseau, tour de table des actualités des départements présents

02

Structuration et acculturation en interne

Comment mobilise-t-on en interne ? Structurer la culture participative au sein de son conseil départemental

03

Les comités citoyens

Définition participative, points d'attention et croisement d'expériences



Les départements participatifs

Réunis autour du message pour des départements participatifs, et d'une envie de partage, les conseils départementaux engagés dans cette démarche se réunissent depuis plusieurs années, plusieurs fois par an autour de diverses thématiques.

La bienveillance et la générosité des échanges permettent aux agent.e.s présent.e.s de disposer d'un espace réflexif et réflexif sur ses questionnements et réalités professionnelles.

	Avancées	Changements à prendre en compte
Ressources humaines	Des recrutements dans la quasi-totalité des départements avec une prédominance pour des postes de renforcement sur des dispositifs chronophages (budgets participatifs et conseils citoyens).	Des créations de services dans plusieurs départements, qui nous rejoignent. Dans l'ensemble des services, formations en interne et équipe qui montent en compétences.
Outillage	Des Budgets Participatifs qui se lancent, plusieurs qui se renouvellent : 1er en Loire Atlantique en 2023, les Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées Atlantique (BP + BP transfrontalier), Aude (2ème en cours), Gironde (pour 2023), Assemblées citoyennes : Loire-Atlantique, Lot et Garonne et en Corrèze.	Difficile prise en charge des BPs au sein des services, une remise en question de l'outil, de ce qu'il produit et de son aspect chronophage. Une monopolisation des feuilles de routes par les outils assemblées et BP. Une meilleure identification dans les services depuis la mise en place des BP.
Projets en cours	La démocratie participative comme priorité départementale en Pyrénées Atlantiques et en Gironde. En Aude, mise en place d'ateliers "bilans de mandats" avec les élu.e.s et le cabinet. En Gironde, travail sur les cahiers de doléance et le RIC en réflexion	Haute-Garonne : Schéma de lecture publique , dialogue citoyen sur le transport des jeunes en situation de handicap Pyrénées Atlantiques : plans phoenix, Pack jeune.
Autres informations	Travaux en interne partagés sur l'identification des directions participation comme espace de ressources. Cela induit beaucoup de sollicitation en retour de la part des autres services.	Questionnements sur : → Les forums ouverts → L'association des habitant.e.s aux feuilles de route sociales départementales.

Propositions et retours d'expériences

Mobilisation dans les services

Mobilisation par les directeur.rice.s de service ? Mobilisation par le DGS ? Mobilisation par les chef.fe.s de service ? Question du volontariat contraint.

Formation

La formation des agent.e.s identifié.e.s, mobilisé.e.s ou volontaires semble incontournable. Celle des élu.e.s l'est tout autant pour faire infuser cette acculturation. Sujets potentiels : structurer la séquence participative, faciliter, l'aller vers, le pilotage.

Quels rôles ?

Des rôles différents en fonction des conseils départementaux, on a des structurations orientées sur "des référent.e.s participations" et d'autres mobilisent des facilitateur.rice.s au coup par coup. Comment passe-t-on de l'un à l'autre ?

Cadre d'action

Question de la responsabilité et de la potentielle charge de travail : nécessité de cadrage. Potentiellement un cahier des charges permettant une sécurisation et d'aborder la question centrale du temps dédié.

Se faire connaître

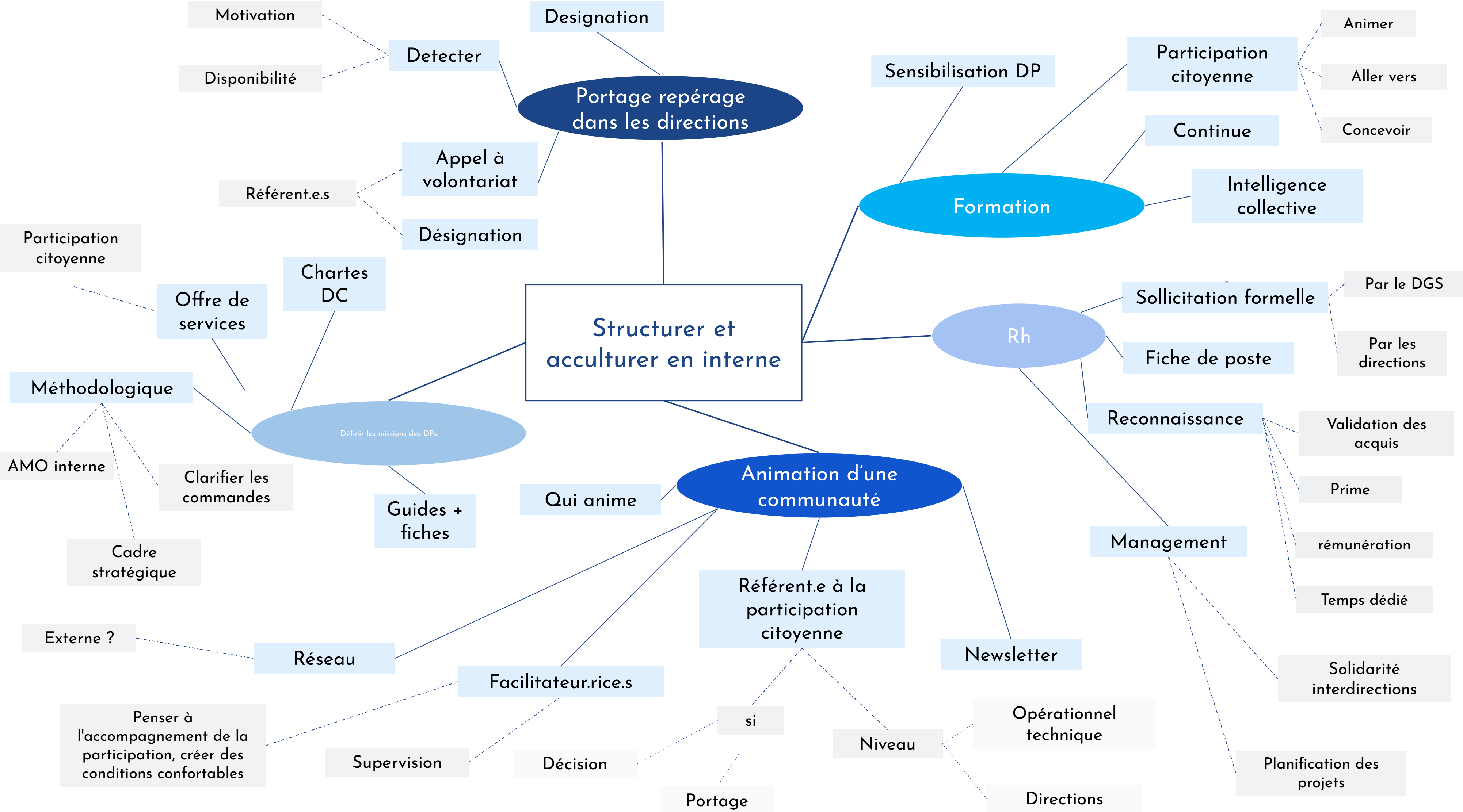
Pour rendre le service visible et lisible au sein des conseils départementaux, plusieurs outils ont été proposés : la newsletter interne, les appels à idées au sein des directions pour les sujets de travail de la convention citoyenne.

Les budgets participatifs

Les budgets participatifs facilitent l'identification des missions et agent.e.s du service participation. La manière de faire le lien entre les services et le dispositif diffère en fonction des conseils départementaux. Dans certains les agent.e.s sont mobilisés sur l'expertise des projets, sur d'autres, ils accompagnent les porteur.se.s dans le dépôt et la définition du projet, et dans certains cas, des référent.e.s différents sont mobilisés à chaque séance du budget participatif.

Carte mentale

Structurer et acculturer à la participation en interne : pistes d'actions et propositions



Questions – réponses

Deuxième groupe

- Quel niveau de participation ? de l'information à l'autonomisation, choisir un niveau et bien le faire
- Quels attendus ? ou propositions d'actions ? instaurer plus de co-décision de certaines politiques. Ce n'est pas une instance d'action.
- Consensus ou dissensus ? travailler sur le consentement (explorer des modes différents pour tou.te.s) pour favoriser de la vitalité démocratique. Importance de présenter les différents points de vue argumentés et accepter le dissensus.
- Quelle visibilité, quelle communication ? communiquer sur la "façon de faire" et pas que le résultat. Utiliser du multisupport, sur le site, en interne, ne pas oublier de valoriser les résultats par l'étape de la "célébration".
- Quelles contraintes et engagements pour les membres ? les co-construire avec les membres, ce sont des choses qui se décident ensemble, potentiellement une charte d'engagement peut être rédigée.
- Quelles relations avec les décideur.se.s ? créer une journée d'échanges entre élu.e.s et membres de l'instance.
- Quels moyens (pour l'administration, pour l'instance) ? des moyens humains importants pour accompagner et réguler le conseil et les discussions.
- Quel mode de mobilisation ? tirage au sort (le cadastre, les listes électorales, le porte à porte)? Plutôt l'appel à volontariat (réseaux sociaux, newsletters, marchés, porte à porte, partenaires, questionnaires) ? Possible également de s'appuyer sur les instances et relais territoriaux (CDCA, travailleur.se.s sociaux).
- Nombre de membres et profils ? La durée de l'instance ? le nombre de membres , leurs profils et la durée du mandat (à préciser clairement) dépendent de l'objectif fixé
- Des défraiements? Des indemnisations ? Un défraiement et une indemnisation pour chaque membre.

Questions – réponses

Un atelier a ensuite été proposé aux participant.e.s sur le format question/réponse. Les deux groupes écrivaient des questions puis répondaient à celles de l'autre.

Premier Groupe

- Pourquoi une instance citoyenne ? *parce qu'on a besoin de l'avis des habitant.e.s*
- Qui prend l'initiative ? *l'initiative vient de l'assemblée départementale (suite à une interpellation citoyenne potentiellement)*
- Quel type d'assemblée citoyenne voulez-vous ? *une assemblée qui débat, un rend un avis collectif construit (pas forcément consensuel)*
- Quel degré de participation de la comm' à la co-décision ou une autonomisation ? *consultative dans un premier temps*
- Quel pouvoir les élu.e.s sont prêt.e.s à perdre ou à partager ? *assez peu*
- Comment assurer l'animation ? par qui ? *en interne, (administrations et services du conseil départemental), on peut envisager de mobiliser éventuellement un prestataire*
- Quels retours les élu.e.s font à l'instance et vice versa ? *Obligation de restitution*
- Avec qui on constitue une instance ? Comment solliciter ou choisir les membres ? *Des personnes physiques ayant un lien avec le territoire (travail, étude, tourisme, logement, ect..)*

Carte mentale

Les comités citoyens : questionnements et éléments de réponse pour structurer le dispositif

